



Phase des présentations des travaux, CERFAM/Pierre Tahe



ATELIER NATIONAL SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE BASEE SUR LA PRODUCTION LOCALE AU TCHAD.

9-10 Décembre 2020, Hotel Résidence

Rapport Final



INTRODUCTION

Les assises de l'atelier national sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale se sont tenues les 09 et 10 décembre à l'hotel la Residence à Ndjamena au Tchad.

Le programme d'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) ou «Home GrownSchoolFeeding» (HGSF) est un modèle d'alimentation scolaire qui "fournit à chaque enfant une alimentation saine, variée et complète, issue des exploitations agricoles locales". Ce programme met en avant des menus locaux qui respectent des normes sanitaires de bonne qualité, tout en tenant compte des habitudes alimentaires et culturelles.

Ce programme se développe grâce aux interventions conjointes du gouvernement et du Programme Alimentaire Mondial depuis 2017 au Tchad. En outre, des initiatives pour renforcer ce programme sont en cours et se poursuivent dans le cadre de la coopération Sud Sud avec l'appui du Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition qui a facilité l'élaboration des documents stratégiques dont les recommandations ont permis la tenue de cet atelier national sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale au Tchad.

Cet atelier, organisé conjointement par le PAM et le gouvernement du Tchad, avec le soutien du CERFAM basé à Abidjan, avait pour but d'inviter tous les acteurs concernés à:

1. acquérir une compréhension commune du paysage actuel du Programme d'Alimentation Scolaire basée sur la production locale (HGSF) au Tchad, des opportunités et des besoins futurs,
2. d'échanger sur les bonnes pratiques et modèles réussis en la matière et enfin,
3. d'élaborer un plan d'action pour une mise en œuvre efficace et durable de ce programme au Tchad pour les cinq prochaines années à venir. Environ quarante-cinq participants ont pris part à cet atelier.

1. POINTS SAILLANTS DES ALLOCUTIONS



L'ouverture de l'atelier a été ponctuée par une série d'interventions, notamment:

- Le mot de bienvenue du Directeur Général du Ministère de l'Education et de la Promotion Civique du Tchad;
- Le discours du Représentant du Centre d'Excellence Régional Contre la Faim et La Malnutrition (CERFAM);
- Le discours du Représentant du PAM;
- Le mot du Représentant du Chef de Bureaude l'Union Africaine au Tchad;
- Le discours du Ministre de l'Education Nationale et de la Promotion Civique du Tchad.

1.1. Mots de bienvenue

Patrick TEIXEIRA, Chef de l'Unité Planification stratégique, conception de programmes et partenariat du CERFAM et le Directeur Général de l'Education Nationale au Tchad, ont dans leurs allocutions respectives, souhaité la bienvenue à l'assistance avant de situer le contexte de cet atelier. Ces personnalités ont rappelé les attentes de l'atelier avant d'expliquer l'importance qu'il y a de comprendre les actions concrètes attendues de ces deux jours des travaux qui devraient aboutir à l'élaboration d'un plan d'action qui va permettre de mettre en œuvre de façon efficace le programme d'alimentation scolaire basée sur la production locale au Tchad.

1.2. Allocution du Représentant de l'Union Africaine au Tchad

Monsieur Mohamed, Conseiller Politique de l' Union Africaine au Tchad relire la phrase d'origine Sarah MbiEnow Anyang, Commissaire du Département des Ressources Humaines, de la Science et de la Technologie de la Commission de l'Union Africaine (UA)a, dans sa communication, rappelé que l'objet de l'atelier sur le HGFS vise l'atteinte de certains droits essentiels des enfants notamment les droits à l'alimentation et a l'éducation. Il a notifié que le droit à l'alimentation et à l'éducation est un droit humain, tel que prévu à l'article 26 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, fait partie des droits humains fondamentaux qui s'appliquent également en cas de situations d'urgence, de guerre et de conflits armés.

L'atelier national sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale (HGFS), organisé conjointement par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Gouvernement du Tchad, avec l'appui du Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) permet de donner une base de réflexion à l'ensemble des acteurs dans ce secteur pour se mobiliser et améliorer les conditions d'apprentissage de tous les enfants tchadiens de manière inclusive. Dans cet esprit, il a fait savoir que l'UA a adopté la stratégie continentale africaine pour l'éducation 2016-2025 (CESA 16-25) comme cadre régional d'opérationnalisation de l'ODD 4 qui vise à «assurer une éducation de qualité inclusive et équitable, et promouvoir des opportunités d'apprentissage durables pour tous». De manière spécifique, l'alimentation scolaire demeure pour l'UA une stratégie clé pour la réalisation de l'objectif stratégique 2 de la CESA qui vise à «bâtir, réhabiliter, préserver les infrastructures d'enseignement et à définir des politiques qui garantissent un environnement d'apprentissage permanent, sain et propice.

1.3. Allocution du Représentant du PAM

Dans son mot de bienvenue, le Représentant du PAM a rappelé que cet atelier est une parfaite illustration du processus de partage d'expériences, de documentation et des bonnes pratiques



en faveur du Tchad. Pour lui, c'est une occasion pour tous les acteurs clés travaillant dans le domaine de l'alimentation scolaire de se réunir - pour examiner les possibilités actuelles de renforcement de l'apport de la production locale dans les programmes d'alimentation scolaire au Tchad - mais aussi pour proposer des mesures concrètes pour ledit renforcement.

Avec l'intérêt pour la capitalisation et le soutien des efforts de renforcement des capacités dans la région, en particulier dans le domaine de l'alimentation scolaire basée sur la production locale, le CERFAM et le PAM, basé au Tchad, se sont engagés pour documenter les bonnes pratiques et les leçons apprises dans le cadre de la programmation au niveau régional et pour améliorer les composantes de la stratégie de l'alimentation scolaire basée sur la production locale au Tchad. Avant de clore son propos, il a tenu à rappeler les deux produits stratégiques de cette collaboration entre les deux institutions (le PAM et le CERFAM) sur lesquelsdevront s'appuyer ces assises pour l'élaboration d'un plan d'action qui soutiendra le développement durable du programme d'alimentation scolaire basée sur la production locale dont la mise en œuvre sera entamée dans un proche avenir.

1.4. Mot d'ouverture de l'atelier par le Ministre de l'Education Nationale et de la Promotion Civique de la République de Tchad

Le mot d'ouverture de l'atelier a été donné par le le Ministre de l'Education Nationale et de la Promotion Civique, Son Excellence Monsieur AboubakarAssidickChoroma. Dans son discours, leMinistre aexprimé sa satisfaction pour la tenue de cet atelier grace aux soutiens financiers des partenaires, dont le PAM, avant de rappeler que l'accès aux services sociaux de base et la qualité de l'éducation reste un réel défi au Tchad. En outre, il a revélé que la situation nutritionnelle est préoccupante avec une prévalence de la malnutrition très élevée qui impacte négativement le développement du capital humain; raison pour laquelle le gouvernement s'est fixé pour objectif l'amélioration de l'état nutritionnel des femmes et des enfants à travers son Plan National de Développement 2017-2021. C'est dans cette perspective et pour pérenniser l'action de rédynamisation de l'agriculture locale par le Gouvernement que cet atlier est organisé.

Avant de déclarer l'ouverture de l'atelier, Son Excellence Monsieur Aboubakar Assidick Choroma a exprimé le voeuxque les travaux de ces deux jours d'atelier puissent permettre au Gouvernement tchadien de disposer d'un document stratégique de référence qui permettra la conception, la mise en œuvre et à l'échelle de façon efficace, efficiente et surtout durable du programme d'alimentation scolaire basée sur la production locale.



2. POINTS SAILLANTS DES SESSIONS ET PANELS

La série d'exposés sur différentes thématiques relatives à l'alimentation scolaire ont abouti à une séance de questions et réponses, donnant l'occasion aux participants de disposer davantage d'informations sur les sujets abordés. Par ailleurs, une session de travaux en groupe a été organisée en vue de l'élaboration du plan d'action pour le Programme d'Alimentation Scolaire au Tchad.

2.1. Session 1: L'alimentation Scolaire au Tchad: L'Etat des lieux du Programme d'Alimentation Scolaire au Tchad et la politique Nationale d'Alimentation, de Nutrition et de Santé Scolaire.

Cette session a permis aux conférenciers de faire un état des lieux du programme d'alimentation scolaire en passant en revue toute la situation actuelle de ce programme au Tchad. Ainsi plusieurs difficultés et de nombreux défis ont débouché aux discussions. Il s'agit entre autres de l'inaccessibilité aux services sociaux de base dans les écoles et la qualité de l'éducation ainsi que la prévalence de l'insécurité alimentaire et la malnutrition dont les taux demeurent élevés. En outre, les difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement des vivres; le faible niveau d'appropriation du programme et des initiatives par les communautés locales; l'inexistence de textes réglementaires en faveur de l'alimentation scolaire; le faible financement du programme d'alimentation scolaire par l'Etat et le manque ou la vétusté des infrastructures sont au tant de défis à relever au Tchad pour un programme d'alimentation scolaire durable. Au cours de cette session, les conférenciers, ont, après cet état des lieux relatif au programme d'alimentation scolaire, fait une présentation sur le document de la Politique Nationale de l'Alimentation, de la Nutrition et de la Santé Scolaire à l'horizon 2030. Cette présentation a permis de partager les objectifs, les orientations stratégiques et la vision du Gouvernement tchadien à l'horizon 2030 en ce qui concerne l'alimentation, la nutrition et la santé scolaire. L'intervention sur les grands points du document de politique de l'alimentation, de la nutrition et de la santé scolaire notamment le contexte, les objectifs, les orientations stratégiques, les modalités de mise en œuvre et la durabilité pour expliquer l'importance d'avoir un tel document qui cadre parfaitement avec le programme HGSF.

La volonté politique dans la mise en œuvre de cet important document s'est traduite par la parution de l'arrêté N°10281/PR /MENPC du 31/12/2019 créant le Comité Interministériel de l'Alimentation, de la Nutrition et de la Santé Scolaire et de l'Arrêté N°339/PR/MENPC du 22/10/2020 portant création d'un Comité Technique pour l'Alimentation, la Nutrition et la Santé Scolaire.

Hormis ce document, le Tchad dispose de certains outils dans le domaine de l'alimentation scolaire tels que: le guide de l'enseignant pour la conduite des sessions d'éducatives nutritionnelles, le livret de l'élève sur la nutrition, les boîtes à images sur la prévention des carences en micronutriments sur l'hygiène et la nutrition en milieu scolaire, les affiches destinées à sensibiliser les cantinières et les COGES sur les bonnes pratiques culinaires et les pratiques d'hygiène et assainissement.

Enfin, pour relever tous les défis liés à l'alimentation scolaire, le Gouvernement tchadien s'est fixé pour objectif d'assurer une prise en charge des élèves de façon pérenne afin que la faim, la maladie et la malnutrition ne soient pas un obstacle à l'accès, au maintien à l'école et au développement de l'élève au Tchad avec la vision que tous les élèves tchadiens, en particulier ceux des régions en insécurité alimentaire; qu'ils aient également à une alimentation saine et équilibrée de sorte à réduire leur vulnérabilité à la faim et améliorer le taux de fréquentation d'ici à 2030. Pour ce faire, l'Etat tchadien s'engage à:

- Mettre en place un cadre institutionnel propice à la promotion de l'alimentation, la nutrition et la santé scolaire;





- Encourager l'accès et le maintien des élèves à l'école;
- Améliorer l'état de santé et la nutrition des enfants en âge d'aller à l'école.
- Contribuer à de meilleures capacités d'apprentissage et des résultats scolaires plus appréciables;
- Promouvoir l'hygiène, la santé et la nutrition en milieu scolaire par l'augmentation du nombre des installations sanitaires et en renforçant les activités d'éducation sanitaire et nutritionnelle dans les différents lieux d'apprentissage.

2.2. Session 2: Le partage d'expériences sur l'alimentation scolaire en général et l'alimentation scolaire basée sur la production locale en particulier (Bénin, Congo, Sénégal, RDC et le CERFAM)

Au cours de cette session, les conférenciers ont présenté et partagé les expériences et les leçons apprises de leurs pays respectifs à savoir le Bénin, le Congo, le Sénégal et la République Démocratique du Congo en matière d'alimentation scolaire et plus spécifiquement le HGSF. A ces présentations s'est ajoutée celle du Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) basé à Abidjan en Côte d'Ivoire et qui a permis de rappeler la mission, la vision et les objectifs stratégiques dudit centre en matière d'appui et de renforcement de capacités des gouvernements des pays et institutions partenaires. Elle a également permis de faire un état des lieux en ce qui concerne l'alimentation scolaire basée sur la production locale en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Les échanges des panélistes et des participants ont fait ressortir la nécessité de renforcer la collaboration du Tchad avec ces pays et le CERFAM mais aussi et surtout d'initier des voyages d'étude entre le Tchad et un ou deux de ces pays ayant de très bonnes pratiques et leçons apprises avec l'appui du CERFAM.

2.3. Session 3: Analyse et perspectives mondiales et régionales sur le HGSF:

- **La nouvelle stratégie d'alimentation scolaire du PAM (2020-2030) et le lien avec l'alimentation scolaire basée sur la production locale.**
- **Investir dans l'alimentation scolaire, stratégie de développement: quelles évidences ?**
- **Promouvoir les principes du HSGF en Afrique.**

Animée par des panélistes venant d'instituts et centres de renommée internationale dont l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), le GCNF (Global Child Nutrition Foundation), le Centre d'Excellence contre la Faim du Brésil et le Programme Alimentaire Mondial, la session a permis de faire une analyse globale de la situation d'alimentation scolaire avant de partager les perspectives et nouvelles stratégies du PAM en matière d'alimentation scolaire basée sur la production locale avec des approches innovantes et des solutions tangibles.

Ainsi pour relever les défis liés à l'alimentation scolaire basée sur la production locale, cette session a permis de faire un état des lieux au niveau régional, et de dégager des perspectives et proposer une nouvelle stratégie sous forme de points saillants ci-dessous:

Etat des lieux:

- Intérêt grandissant des gouvernements pour les programmes d'alimentation scolaire basés sur la production locale.
- Sur les 19 pays de la région (Afrique de l'Ouest et du Centre), 15 sont en train de développer des initiatives d'alimentation scolaire basée sur la production locale.
- 4 pays (Bénin, Sierra Leone, Mauritanie, Cameroun) n'ont pas encore d'initiatives d'alimentation scolaire basée sur la production locale.
- Sur ces 4 pays, 2 (le Bénin et la Sierra Leone) reconnaissent l'importance et les bénéfices des programmes de HGSF et comptent piloter des initiatives dans le court ou le moyen terme.
- Existence d'un Programme National d'alimentation scolaire basé sur la production locale et totalement géré par le gouvernement dans 3 pays de la région (le Nigeria, le Ghana et le Sao Tome et Principe)
- Le PAM est le partenaire privilégié des gouvernements pour leur fournir une assistance technique.
- Les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale sont fortement influencés par les conditions climatiques (dans le Sahel) et les faibles ressources financières.
- Nécessité d'appuyer et de renforcer la coordination multisectorielle au niveau des pays.
- Les aspects de la Sûreté et de la Sécurité Alimentaire sont faiblement pris en charge.
- Nécessité de renforcer l'appui aux petits producteurs locaux en favorisant davantage leur accès aux marchés locaux.
- Faible documentation de bonnes pratiques et partage d'expériences en ce qui concerne la mise en œuvre de ces programmes.

Perspectives:

- Promouvoir la mise à l'échelle des programmes de HGSF dans les pays de la région.
- Appuyer les gouvernements à mettre en place un cadre institutionnel, des politiques nationales en faveur du HGSF et à prendre en charge ces programmes.
- Promouvoir et appuyer les mécanismes de coordination multi-sectorielle au niveau des pays.
- Promouvoir le renforcement de capacités et l'assistance technique pour améliorer les programmes de HGSF.
- Renforcer les partenariats stratégiques (SNU, bailleurs, UA, structures régionales, ONGs etc.) pour renforcer le plaidoyer en faveur du HGSF et pour offrir un paquet intégré de services d'alimentation, de santé et de nutrition scolaire.
- Renforcer l'appui aux petits producteurs locaux afin d'améliorer la production agricole et leur accès aux marchés locaux.
- Améliorer les liens entre l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires en renforçant l'analyse de la chaîne de valeur.
- Renforcer les aspects de la Sûreté et de la Sécurité Alimentaire.
- Promouvoir la participation et l'engagement communautaire.
- Explorer les opportunités des communications avec la GCNF pour favoriser les plaidoyers.
- Renforcer et promouvoir la documentation de bonnes pratiques, la gestion des connaissances et le partage d'expériences (coopération Sud-Sud, collaboration avec le CERFAM et le Centre d'Excellence du Brésil).



La nouvelle stratégie du PAM pour la période 2020-2030 au niveau global:

Quant à la nouvelle stratégie du PAM dégagées de cette session en matière d'alimentation scolaire et en lien avec l'alimentation scolaire basée sur la production locale, elle se résume comme suit:

- La stratégie reconnaît les multiples bénéfices de l'alimentation scolaire dans 4 secteurs: l'Education, la Santé et la nutrition, la Protection sociale et l' Agriculture
- La stratégie prévoit de recentrer ses activités d'alimentation scolaire dans les 30 pays les plus fragiles et de transmettre ces programmes aux gouvernements dans d' autres pays.
- En recentrant ses activités, le PAM souhaite pouvoir atteindre dans les 30 pays les plus fragiles davantage de bénéficiaires et augmenter la qualité de ses programmes.
- Le renforcement des liens avec l'agriculture locale fait partie des critères de qualité que la stratégie souhaite renforcer.

Ces présentations et discussions entre panélistes et participants ont également permis de montrer comment l'alimentation scolaire basée sur la production locale contribue à renforcer la résilience des communautés notamment à travers:

- L'Education qui permet le développement du capital humain.
- La Santé et la nutrition: Bien-être des enfants.
- La Protection sociale: l'alimentation scolaire peut représenter autour de 10% des dépenses alimentaires des ménages.
- L'Agriculture locale: l'accès aux marchés et revenus pour les producteurs locaux.
- Economie locale: stimulée par les ressources financières injectées dans les programmes par les producteurs et autres acteurs de la chaîne de valeur.
- Capacités nationales: L'alimentation scolaire contribue à renforcer les systèmes, les programmes publics et les capacités e politiques publiques pour un développement durable.

Par ailleurs, la session a fait mention d'un cadre juridique au niveau de l'alimentation scolaire et particulièrement en période de pandémie telle que la COVID qui autorise, à titre exceptionnel et pendant la période de suspension des cours, en raison de l'état de calamité publique, la distribution des denrées alimentaires achetées sur les fonds du Programme aux parents producteurs ou aux responsables des élèves inscrits dans les établissements publics.



2.4. Session 4: Travaux de groupes pour l'élaboration du plan d'action et la restitution en plénière

La session 4 et la dernière a permis d'organiser les participants en groupe de travail pour l'élaboration du plan d'action. Ainsi quatre (04) groupes ont été constitués pour travailler sur huit (08) thématiques et actions prioritaires listées ci-dessous:

1. Améliorer l'environnement favorable pour le HGSF (cadre juridique, financement)
2. Renforcer les liens avec d'autres secteurs
3. Achats locaux: renforcer les liens entre les petits agriculteurs, les écoles et les parents
4. Genre
5. La coordination au sein du programme HGSF au niveau local
6. Déchets alimentaires / Gestion post-récolte
7. Production alimentaire
8. Participation communautaire F

Pour chacune de ces thématiques ou actions prioritaires, les participants ont fait des recommandations, proposer des activités sur une période de cinq (05) ans, soit 2021-2025 et désigner des personnes et acteurs responsables et fait une analyse des risques. Les résultats de ces travaux présentés et discutés en plénière, se trouvent en annexe intitulé « Plan d'Action Final HGSF TCHAD».





3. CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture est marquée par les activités suivantes:

- La présentation de la synthèse des travaux de l'atelier;
- La lecture de recommandations et de remerciements;
- Le mot du Représentant du PAM;
- Le Discours du Directeur Général du Ministère de l'Education Nationale représentant le Ministère de l'Education.

Le Représentant du PAM, a rappelé que, le PAM est un partenaire privilégié des gouvernements dans le domaine d'assistance technique et particulièrement en matière d'alimentation scolaire. Il a rappelé les perspectives régionales pour marquer la volonté du PAM à accompagner le Gouvernement du Tchad dans la mise en œuvre du programme HGSP en collaboration avec le CERFAM.

Pour finir, le Directeur Général du Ministère a salué la qualité du travail abattu durant ces deux jours par les participants avant de remercier le PAM, le CERFAM, la RDC, le BENIN, le SENEGAL qui ont accepté de partager leurs expériences dans le domaine de l'alimentation scolaire basée sur la production locale. Il a exprimé la volonté des plus hautes autorités de traduire en acte concret le plan d'action de l'alimentation scolaire basée sur la production locale issu du présent atelier.

Il s'est réjoui des résultats issus du partage des bonnes pratiques, des leçons apprises et expériences dans le domaine de l'alimentation scolaire basée sur la production locale, tout en souhaitant aux participants un bon retour dans leur service respectif.



4. COMMUNIQUE FINAL

A l'issue de ces deux jours d'atelier et au regard des points saillants tirés, des allocutions et sessions sus-mentionnés, un communiqué final faisant ressortir des messages clés et recommandations générales a été lu et corrigé.

4.1 Messages Clés

1. L'existence de multiples défis à relever pour un programme d'alimentation scolaire viable et durable au Tchad.
2. Une approche multisectorielle et multipartite dans la mise en œuvre de l'alimentation scolaire est une exigence clé pour un programme HGFS efficace.
3. Le contexte spécifique au Tchad doit être pris en compte dans les interventions HGFS, en déterminant des facteurs tels que les types d'aliments et la structure de financement. À cet égard, l'appropriation par les communautés et l'engagement du gouvernement sont essentiels au maintien des programmes d'alimentation scolaire.
4. Le rôle des femmes, en particulier dans les chaînes de valeur clé est important à prendre en compte dans tout le processus des projets d'alimentation scolaire.
5. Le Partenariat public-privé est un atout supplémentaire pour le succès du HGFS.
6. La disponibilité des terres pour la production est importante dans la mise en œuvre des programmes HGFS au niveau de l'école et de la communauté, pour les jardins scolaires et autres activités de clé.
7. La production alimentaire et la gestion des pertes post-récoltes sont des facteurs déterminant pour la durabilité du programme HGFS. Il est donc essentiel d'impliquer le gouvernement, les autorités locales et la communauté bénéficiaire dans le processus de configuration et de planification des interventions d'alimentation scolaire basée sur la production locale.
8. Les autorités nationales et locales responsables de l'alimentation scolaire doivent éviter de compromettre la qualité et la sécurité des repas scolaires au profit de la quantité. Par conséquent, les indicateurs de sécurité alimentaire et de nutrition doivent être collectés et rapportés dans des plateformes de responsabilité mutuelle.

4.2 Recommandations générales

A la clôture de l'atelier, les recommandations suivantes ont été présentées et discutées avec les participants:

1. Le Gouvernement Tchadien doit renforcer son engagement sur le plan légal, politique et institutionnel avec la prise et l'application des lois (dispositions légales et réglementaires) pour soutenir et régir le fonctionnement du programme d'alimentation scolaire;
2. L'Etat Tchadien doit s'employer à allouer un budget important à l'alimentation scolaire afin de renforcer l'appropriation et le contrôle au niveau national, provincial et local;
3. Le Gouvernement doit renforcer la coopération internationale, et Sud-Sud en vue d'asseoir un partenariat robuste pour accélérer la mise en œuvre et la réussite du programme HGFS;
4. Les partenaires au développement sont invités, en appui au Programme Alimentaire Mondial (PAM), à travailler en étroite collaboration avec les autorités nationales et tous les secteurs concernés pour planifier et mettre en œuvre des projets visant à soutenir le programme d'alimentation scolaire basée sur la production locale;
5. Le Gouvernement du Tchad doit s'inspirer des modèles réussis des programmes HGFS d'autres pays et surtout du mécanisme de financement de ce programme;
6. Le Gouvernement doit renforcer la coordination des synergies et des actions;
7. L'Etat Tchadien et ses partenaires techniques et financiers doivent s'engager à adopter des stratégies d'achat axées sur le développement qui insistent sur le renforcement des capacités des parties prenantes au programme;
8. Le Gouvernement doit développer une stratégie intégrée liant l'éducation, l'agriculture, la nutrition et la santé (un programme intégré);
9. Le Gouvernement doit soutenir une approche multisectorielle, une coordination et une gouvernance fortes en vue d'assurer la prise en charge et l'efficacité de mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire basés sur la production locale.

